

*Un parti essoré par son alliance avec Angela Merkel, une société qui bouillonne aux marges*

## **LES SOCIAUX-DÉMOCRATES ALLEMANDS SANS BOUSSOLE (extraits)**

*Les élections législatives allemandes du 24 septembre prochain ne s'annoncent pas sous les meilleurs auspices pour le Parti social-démocrate. Au-delà de ses déboires électoraux lors des derniers scrutins régionaux et de ses alliances acrobatiques, le noyau même de son idéologie paraît désintégré. Dans les municipalités, les militants déconcertés cherchent en vain une ligne claire.*

Par une matinée pluvieuse de printemps, un groupe d'élèves marche le long de la *Stadthalle* à Bad Godesberg. Aucun des adolescents ne prend la peine de jeter un coup d'œil à ce bâtiment suranné dont la ville est propriétaire et qui a servi de décor à un congrès historique du Parti social-démocrate allemand (SPD). En novembre 1959, la formation marxiste fondée en 1875 à Gotha « *approuve une économie libre de marché partout où la concurrence s'affirme* », revendique son appartenance au bloc de l'Ouest et affiche sa volonté de s'ouvrir à d'autres catégories sociales que les seuls ouvriers. À peine prône-t-elle encore à l'époque « *l'instauration d'un ordre économique et social nouveau* » et concède-t-elle que « *la propriété collective est une forme légitime du contrôle public à laquelle aucun État moderne ne peut renoncer* »

Presque six décennies plus tard, ce programme de reddition apparaîtrait d'un insupportable radicalisme aux dirigeants contemporains du parti. Entre 1998 et 2005, le SPD au pouvoir avec les Verts a imposé l'« Agenda 2010 », un dynamitage de la protection sociale (retraites, chômage, droit du travail). Partenaire junior (2) de la « grande coalition » dirigée par Mme Angela Merkel entre 2005 et 2009, puis entre 2013 et 2017, il est devenu inaudible : équivoque lorsqu'il fallait empêcher le ministre des finances, M. Wolfgang Schäuble, de serrer le garrot qui asphyxie la Grèce ; déconcerté lorsque la chancelière mettait en place le salaire minimum, une proposition-phare du SPD ; désorienté lorsque la même plaidait pour l'accueil des réfugiés, en 2015.

(...)Le parti codirige quatre régions avec les conservateurs de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) (3). Dans trois autres, il partage le pouvoir avec Die Linke, la gauche radicale. Au point qu'il faut s'interroger : fort de structures solides et de têtes d'affiche connues, le SPD existe-t-il encore en tant que formation politique capable de proposer un projet de société ? Dispose-t-il encore d'une boussole idéologique ou bien ne vit-il plus que pour perpétuer ses positions de pouvoir, dût-il les partager avec la droite ?

À s'en tenir aux déclarations d'intention, la question paraît sans objet. Le parti dit vouloir refonder l'économie sociale de marché, faire de l'État un moteur de la croissance et de la création d'emplois, taxer davantage les hauts revenus, réguler les marchés financiers, lutter contre l'utilisation abusive de travailleurs intérimaires, élargir les droits de participation des salariés dans les comités d'entreprise, etc. A priori, peu de points communs avec les objectifs des chrétiens-démocrates, avocats d'un libre-échange encore plus débridé et d'allègements fiscaux, opposés au rétablissement de l'impôt sur la fortune et grands pourfendeurs de la dette publique. Les différentes coalitions CDU-SPD, tant nationales que régionales, révèlent pourtant une porosité programmatique entre ces deux formations. Elles donnent surtout le sentiment que les sociaux-démocrates font davantage de concessions politiques à leurs adversaires que l'inverse. D'où un sentiment d'abandon chez les militants et les sympathisants.

(...) Aujourd'hui à la retraite, M. Rainer Eichenkel, l'ancien président du comité d'entreprise d'Opel, se montre plus catégorique. Le SPD, déplore-t-il, « *a délaissé les travailleurs parce qu'il pensait qu'ils allaient disparaître d'eux-mêmes* ». Ce constat s'appuie sur une longue expérience de terrain, durant laquelle il a négocié avec des élus locaux sociaux-démocrates de nombreux dossiers sociaux liés notamment aux fermetures d'usines : « *Le problème du SPD, ajoute-t-il, est sa propension à gouverner avec les uns et les autres. Ce parti a un problème avec ses propres racines. On pourrait*

*dire la même chose des chrétiens-démocrates, mais la CDU reste beaucoup plus attachée à ses fondements idéologiques. »*

Chancelier de 1998 à 2005, M. Gerhard Schröder a porté ce brouillage idéologique à son paroxysme. De concert avec la « troisième voie » néolibérale de M. Anthony Blair au Royaume-Uni, le dirigeant social-démocrate a lancé le « nouveau centre » : sous couvert de course à la compétitivité, il a réduit les aides de l'État, flexibilisé le travail et exigé que chacun se prenne davantage en main. En quelques années, les travailleurs pauvres ont remplacé les chômeurs indemnisés — tout le contraire en somme de la philosophie politique dont se réclame le SPD. Le parti s'est alors coupé de sa base militante et il a perdu les élections. Comble de l'ironie, lors de sa première déclaration de politique générale fin 2005, la nouvelle chancelière a rendu hommage à l'audace de son prédécesseur...

Deux ans après naissait Die Linke, mouvement de gauche profondément hostile à cette orientation sociale-libérale. Privilégier les coalitions avec ce parti pourrait aider le SPD à raffermir son ancrage à gauche. Mais, sur le plan national, la question suscite des débats enflammés : « *Le SPD ne peut faire alliance avec Die Linke, notamment parce que cette dernière milite pour la sortie de l'OTAN* » — et même pour sa dissolution —, tranche l'ancien eurodéputé social-démocrate Helmut Kuhne. Les deux partis gouvernent pourtant ensemble dans les Länder de Berlin, du Brandebourg, mais aussi de Thuringe, dont Erfurt, la capitale, abrite le siège du parlement régional. M. Matthias Hey, le président du groupe social-démocrate de cette région, voit en M. Bodo Ramelow, le chef de l'exécutif régional (*Ministerpräsident*) issu de Die Linke, un politicien « réaliste » avec lequel son parti fait volontiers front commun « *quand il s'agit de lutter contre l'inégalité dans un pays à plus d'un million de millionnaires* ». Mais il reconnaît l'existence de désaccords politiques profonds avec son partenaire. L'an dernier, par exemple, quand la coalition nationale CDU-SPD voulait expulser des déboutés du droit d'asile algériens, marocains ou tunisiens, Die Linke et les Verts s'y étaient opposés.

(...)M. Andreas Bausewein, le maire SPD d'Erfurt. Mais avant cela, ajoute-t-il, « *il faut s'interroger sur les raisons pour lesquelles le parti est aujourd'hui dans une situation si difficile : il a muté sociologiquement. Il a perdu ses électeurs traditionnels, les ouvriers* ». Autre argument souvent mis en avant pour expliquer la désaffection dont il souffre : le Parti social-démocrate ne serait porteur d'aucun contre-modèle de société, ni même d'un projet politique global, après avoir remporté l'essentiel de ses combats — premières conventions collectives, lutte pour la reconnaissance des syndicats, journée de huit heures, création des conseils d'entreprise, de l'assurance-chômage, détente vis-à-vis de la République démocratique allemande et du bloc de l'Est dans les années 1970 (*Ostpolitik*), etc.

[...]

William Irigoyen

Journaliste.

Monde Diplomatique, Juillet 2017